

été fatale à la Restauration ; ne faisons pas de cette expédition de Rome une fatalité semblable. (Agitation.) La majorité doit y penser. Il faut faire rentrer à Rome la papauté avec l'adhésion populaire ; il faut que la papauté comprenne son siècle ; il y a trop longtemps qu'elle s'isole du progrès. (Vives dénégations.—Agitation.)

Savez-vous où en est la législation à Rome ? un composé de lois féodales qui produise la vénalité des juges civils et la barbarie des juges criminels. (Exclamations.) Les comptables ne rendent pas compte au Trésor ; c'est leur règle ; mais à Dieu seul (agitation) la censure politique et la censure ecclésiastique ; l'une garotte Popinion, l'autre la beillonne. (Approbation à gauche.) Messieurs, dit l'orateur, si vous voulez cette réconciliation (interruption) ; il faut que la papauté arbore ce double drapeau si cher à l'Italie : sécularité et nationalité, sinon immédiatement, du moins qu'elle s'y prépare. Il faut qu'elle sache bien que son pire ennemi n'est pas l'esprit révolutionnaire, c'est l'esprit ecclésiastique. (Exclamations et dénégations.—On rit.—Approbation à gauche.)

L'orateur veut qu'on s'attache à la lettre du Président contre le Motu proprio. Il ne s'agit pas de renfermer le Pape au château Saint-Ange pour le contraindre. (Ah ! ah ! —Hilarité.) Il reconnaît que les bataillons ne peuvent rien, que l'oppression d'un Pape est aussi impossible que la compression d'un peuple. (Interruption.) Imposez-vous votre volonté au Pape ! (Non ! non ! non !) Alors vous laissez dresser des gibets dans Rome. (Violentes exclamations.) Alors vous exigerez l'amnistie. (À droite, avec force : Non ! non ! —Vive agitation.) Alors nous l'y contraindrons, nous, et nous en convenons. (Exclamations diverses.—Réclamations énergiques à droite.—Longue agitation.)

Une dernière observation ; nous sommes d'accord sur un point, c'est qu'il faut quitter Rome le plus tôt possible ; il ne faut pas faire de Rome une espèce d'Algérie (oh oh ! réclamations générales) une espèce d'Algérie pour y envoyer nos millions et nos soldats. Eh bien ! si nous voulons sortir de Rome quand les Autrichiens quitteront Bologne, il ne faut pas y laisser une révolution derrière nous. En ce moment le gouvernement ecclésiastique excite à Rome une réprobation générale. Si nous quittons Rome demain, à peine la porte se serait-elle fermée sur notre dernier soldat, qu'une révolution plus violente que la première éclaterait. M. le ministre des affaires étrangères ne me démentira pas. Le système de compression ecclésiastique ne termine pas les révolutions. Vous convient-il de maintenir vos soldats au Capitole pour y recevoir la consigne du parti-prêtre ? (Approbation à gauche.)

Nous n'avons qu'un moyen de quitter Rome, c'est en y laissant la liberté ; c'est le seul moyen de prouver que vous n'avez pas violé la Constitution en faisant cette expédition ; ce qui n'est pas possible, c'est que la France ne fasse pas sortir de son drapeau, du sang glorieux qu'elle a répandu, autre chose que la liberté, autre chose qu'un droit, et ce qui n'est pas possible, c'est que le passage à Rome n'ait pas d'autre résultat que le passage de l'Autriche, que nous subissons l'indignité de l'amnistie, que nous laissons soulever la France par la main d'un prêtre. (Réclamations énergiques.—Agitation.) Ce qui n'est pas possible, c'est que nous soyons aller à Rome sacrifier notre argent et notre sang pour rien. Je me trompe, pour de la honte ! (Approbation à gauche.—Agitation prolongée.)

M. Victor Hugo, en descendant de la tribune, est félicité avec empressement par les membres de la gauche.

M. de Montalembert monte à la tribune ; il la quitte aussitôt.

La séance suspendue pendant une demi-heure.

A la reprise de la séance, M. Larosse, ministre des travaux publics, dépose :

1° Un projet de loi relatif aux précautions à prendre dans l'emploi des machines à vapeur ;

2° Un projet de loi portant demande d'un crédit supplémentaire.

M. de MONTALEMBERT attend pendant quelques instants à la tribune avant de prendre la parole. Le silence se rétablit enfin.

M. de MONTALEMBERT.—Messieurs, le discours que vous venez d'entendre a déjà reçu le châtiement qu'il méritait dans les applaudissements qui l'ont accueilli.

À droite.—Très bien ! très bien ! (Vives réclamations à gauche.)

Un membre à gauche.—Vous êtes un insolent !

Voix nombreuses à.—À l'ordre ! à l'ordre ! (Agitation bruyante.)

M. le Président.—Ce n'est pas parlementaire, monsieur de Montalembert.

À gauche.—Nous demandons le rappel à l'ordre !

M. le Président.—J'ai fait observer à l'orateur que son expression n'était pas parlementaire.

M. le président, s'adressant à gauche.—C'est vous que je rappelle à l'ordre maintenant, car vous le troublez. (À l'ordre ! à l'ordre ! —L'agitation est à son comble.) Ce n'est pas à vous à rappeler à l'ordre, c'est à moi !

À gauche.—Eh bien ! rappelez-y donc. M. le Président.—J'ai adressé à M. de Montalembert les paroles que j'ai cru devoir lui adresser.

À gauche.—Lesquelles ! lesquelles ! M. le Président.—Si vous aviez gardé le silence, vous les auriez entendues.

M. de Montalembert a maintenant le droit de s'expliquer ; il a la parole.

Voix à gauche.—Eh bien ! nous écoutons.

M. le Président.—C'est fort heureux que vous vouliez bien vous soumettre au règlement.

À gauche.—Pourquoi tolérer des provocations ?

M. le Président.—Vous venez d'en dire cent fois plus que M. de Montalembert. (Vives rumeurs à gauche.) Je ne céderai jamais à la violence, quelle qu'elle soit ! (Très bien !)

Voix à gauche.—Nous ne laisserons pas parler l'orateur.

M. le président.—Est-ce que vous vous croyez maîtres ici ? C'est à dire qu'il dépendra de vous, Messieurs, d'empêcher la séance de continuer ! Gardez le silence. L'orateur à la parole, vous ne l'avez pas ! Il a la parole pour s'expliquer. (Écoutez ! écoutez.)

M. Nadaud.—Je prends l'engagement de ne jamais insulter personne, mais je ne me laisserai pas insulter non plus.

M. le Président.—Ajoutez-y l'engagement de vous taire et d'observer le règlement. (Très bien ! très bien !)

M. de Montalembert.—Puisque le mot de châtiement vous blesse, Messieurs, je le retire et je substitue celui de récompense. (Rires et approbation à droite.—Murmures à gauche.)

Je dis donc que l'orateur a déjà recueilli pour récompense les applaudissements de l'extrême opposition, mais que la majorité dont il a fait partie jusqu'aujourd'hui, que les électeurs modérés de Paris qui, comme moi, l'ont nommé, interruption, qui l'ont nommé pour représenter le grand parti et les grands intérêts de l'ordre, ces électeurs là auront le droit de demander si c'est pour recueillir de tels applaudissements qu'ils l'ont envoyé à cette tribune. (Exclamations à gauche.)

M. Thouret et plusieurs autres membres.—C'est une nouvelle injure !

M. Flaudin.—Il y a une double injure, et contre l'orateur et contre ceux qui l'ont applaudi !

M. Grévy.—L'orateur a injurié une partie de l'Assemblée. (Agitation.) Monsieur le président, vous ne devez pas tolérer cela.

M. le Président.—L'expression qui vous a blessés a été retirée. Exclamations nombreuses à gauche.)

Un membre.—Elle a été aggravée !

M. Grévy.—Vous n'auriez pas toléré cela de la part d'un orateur de la gauche.

Voix à droite.—Vous n'avez pas la parole ! À l'ordre !

M. de Montalembert.—L'Avenir lui garde, à l'honorable préopinant... vous ne permettez de dire cela... l'Avenir lui garde un autre châtiement... (Nouvelles exclamations à gauche.)

M. le président.—C'est trop personnel.

M. A. Thouret.—M. Victor Hugo n'est pas là ! Attendez qu'il y soit ! Vous attaquez un orateur absent, cela n'est pas digne de vous ! (Vive agitation.)

Un certain nombre de représentants de la gauche se lèvent et paraissent se disposer à quitter la salle.—Un grand tumulte éclate.

À droite.—À l'ordre ! à l'ordre ! Assis ! assis !

M. le Président, à l'orateur, au milieu du bruit.—Vous devez laisser M. Victor Hugo en dehors de votre discussion. Si c'est une attaque personnelle, je ne la tolérerai pas !

M. de Montalembert.—Je n'attaque pas la personne de M. Victor Hugo...

M. le Président.—Répondez à ses raisonnements, mais n'attaquez pas sa personne. (Très bien !)

M. A. Thouret.—A la bonne heure, c'est de la justice.

M. le Président (s'adressant à l'extrême gauche).—Mais vous ne voulez pas même entendre ce qu'a dit le président, à force de faire du bruit. Vous le lirez demain, puisque vous ne voulez pas l'entendre aujourd'hui. Vous cédez trop à la violence, je vous le dis. (Exclamations à gauche.)

M. Pascal Duprat.—Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le Président.—A la première phrase de M. de Montalembert, je lui ai fait remarquer que cette phrase n'était pas parlementaire ; il avait le droit de s'expliquer ; il a retiré le mot qui vous avait blessés et l'a remplacé par un autre.

Voix à gauche.—Par un autre plus blessant !

M. le Président.—A sa seconde phrase, qui me semblait trop personnelle, je lui ai dit : " Répondez aux raisonnements de l'orateur et n'attaquez pas sa personne." (Très bien !)

J'ai cru remplir en cela mon devoir, et quand à l'injonction de rappeler à l'ordre, j'en suis juge sous ma responsabilité. (Rumeurs à gauche.—Vive approbation à droite.)

Je ne rappelle à l'ordre que les interrupteurs violents. (Nouvelle interruption.)

Je le répète, j'en suis seul juge ; vous n'avez pas le droit de me dicter mon devoir. (Très bien ! très bien !)

Écoutez maintenant, M. de Montalembert a la parole.

(A Continuer.)

L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.

"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

QUÉBEC, 19 NOVEMBRE, 1849.

ANNEXION.

La question de l'annexion ne paraît pas avoir l'intérêt qu'elle créait dans le commencement, à Montréal. La raison en est probablement dans l'opinion de la presse américaine, qui déclare " qu'à mesure que l'excitation pour l'annexion augmente en Canada, elle diminue et s'affaiblit tous les jours aux États-Unis. Les deux grands partis politiques qui divisent ce pays prennent une marche telle, s'élovent des contestations telles, que l'annexion soit du Canada ou de Cuba, même s'ils frappent à nos portes pour être admis, serait une question très douteuse, pour longtemps encore."

Les journaux annexionistes de Montréal, entr'autres le Herald, donnent la mesure de la suprême loyauté qui les faisait agir en 1837 et 38 :

" Nous sommes arrivés, dit-il, à l'époque où les institutions monarchiques et aristocratiques sont usées et ont perdu à la fois toute vitalité et toute stabilité. Le pays peut conserver peut-être l'ombre seule de ces antiquités, plus long-temps que nous croyons ; mais à l'avenir, n'importe quel pouvoir espère avoir l'ascendant, il faudra qu'il prenne sa source et qu'il puise sa force dans la volonté populaire. Nous pouvons ne pas aimer la démocratie, mais il nous faut un gouvernement et de l'ordre, et rien autre chose que la démocratie peut nous donner l'un et nous assurer l'autre."

Quant à l'argument de l'annexion paisible avec le consentement de l'Angleterre, les Mélanges Religieux y répondent, de la manière habile qui suit :

" Quand à l'argument, dont se servent MM. les annexionistes, que le mouvement actuel est un mouvement paisible et qu'on veut seulement obtenir le consentement de l'Angleterre, c'est à notre avis, un argument de nulle valeur. Tous les mouvements qui ont précédé les Révolutions ont été paisibles à leur début. Mais la boule une fois lancée, sait-on quand elle s'arrêtera ? Vous espérez obtenir le consentement de l'Angleterre ! Vous n'êtes pas sincères, quand vous dites cela. La Grande-Bretagne perd sa puissance, sa suprématie maritime en perdant ses colonies. Elle se mutilé et s'affaiblit. Elle tombe au second, au troisième rang parmi les nations. Donc elle ne consentira pas. Elle fera des concessions, des sacrifices. Elle dépensera des millions. Mais elle ne consentira pas à l'abandon de ses colonies. Si jamais les hommes au pouvoir, dit un journal anglais venu par la dernière maille, proposent au Parlement un projet de loi pour abandonner les colonies, ils apprendront qu'ils se sont entièrement trompés sur les dispositions du peuple anglais. Nous partageons cette opinion. La Grande-Bretagne peut perdre ses colonies et elle devra les perdre dans un avenir plus ou moins éloigné, mais elle ne consentira jamais à les abandonner."

M. le Président.—Répondez à ses raisonnements, mais n'attaquez pas sa personne. (Très bien !)

M. A. Thouret.—A la bonne heure, c'est de la justice.

M. le Président (s'adressant à l'extrême gauche).—Mais vous ne voulez pas même entendre ce qu'a dit le président, à force de faire du bruit. Vous le lirez demain, puisque vous ne voulez pas l'entendre aujourd'hui. Vous cédez trop à la violence, je vous le dis. (Exclamations à gauche.)

M. Pascal Duprat.—Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le Président.—Qu'est-ce que c'est que ce rappel au règlement !

M. Pascal Duprat.—Je vais vous le dire ; je veux m'adresser à l'Assemblée.

(M. Pascal Duprat monte à la tribune et se présente à côté de M. de Montalembert.)

À droite.—À l'ordre ! à l'ordre ! Vous n'avez pas la parole !

M. le président invite M. Pascal Duprat à descendre de la tribune. Après quelques paroles échangées avec lui, M. Pascal Duprat quitte la tribune.

M. le Président.—Je répète qu'on n'a pas le droit de me dire que je devais rappeler à l'ordre l'orateur, parce que c'est moi qui en suis juge.

voulons parler ? toujours du même ; mais maintenant il est montagnard. Hélas ! Pégase est arivé foudroyé, et le poète a dégringolé les hauteurs.

Mais voyez plutôt.—M. de Montalembert n'a encore prononcé qu'une phrase, et déjà justice est faite. " Le discours que vous venez d'entendre a déjà reçu le châtiement qu'il mérite : je parle des applaudissements qui l'ont accompagné." Un hurrah d'acclamations éclate d'un côté, un hurrah d'imprécations de l'autre. D'un côté, c'est la conscience et le bon sens qui se sentent vengés et soulagés ; d'un autre côté, c'est la vanité, l'ignorance, la passion démagogique qui se sentent jugées et flagellées. Une première tempête suit ce premier mot. La Montagne crie, s'agit ; quelques uns font mine de descendre vers la tribune ; quelques autres veulent quitter la salle ; ils exigent un rappel à l'ordre ; la droite proteste contre ces violences ; la voix du président se perd dans le bruit ; l'agitation gagne les tribunes ; mais ce n'est rien encore. On en verra bien d'autres. M. de Montalembert seul est calme au milieu de ce tumulte ; il demande à s'expliquer, et, saisissant un moment de silence, il retire le trait qui fait bondir la Montagne, mais pour l'enfoncer plus avant, d'une main plus vigoureuse et armé d'une pointe nouvelle : " Vous ne me permettez pas de dire ce que ce discours a reçu son châtiement ? Disons seulement qu'il a reçu sa récompense ! " Le tumulte redouble, mais c'est en vain ; le mot est dit, l'incident est fait, et la belle harangue du pauvre M. Hugo s'écoule. Il n'en restera que la phrase de M. de Montalembert.

" Nous n'analyserons pas le discours de M. de Montalembert ; il n'est point de ceux qu'on est tenté de ne point lire ou de ne connaître qu'en abrégé. Ce discours est un des chefs-d'œuvre de la parole humaine, une des impérissables gloires de la tribune française, et les annales parlementaires ne gardent pas le souvenir de beaucoup de succès comparable à celui qu'il a obtenu. M. de Montalembert a parlé comme toujours, en catholique, mais avec un courage, avec une audace, avec un enthousiasme d'amour pour l'Eglise qu'il n'a jamais fait lui-même retentir si haut."

Mais c'est assez. Ne dévaçons pas l'orateur, attendons plutôt au prochain numéro pour juger ensemble, lecteurs, du mérite de ce chef-d'œuvre littéraire.

LA SAISON.—Le beau temps continue, l'automne de 1849 aura été remarquable par la douceur de sa température, et l'absence de ces bourrasques de vent si fréquentes dans nos parages à cette saison de l'année. Tous les bestiaux sont encore aux champs, et y trouvent leurs nourritures, ce qui est un grand secours pour nos habitants qui ont récolté peu de foin cette année. Les gelées ont été presque nulles, et nos cultivateurs ont pu facilement achever tous les travaux de l'automne, et préparer leurs terres pour les semences du printemps prochain.

NOTES DES LIVRES DE M. RICHMOND. Ceux qui se destinent aux affaires mercantiles ne peuvent se dispenser de se procurer et d'étudier ce livre, bien compilé, extrêmement simple et concis. Il contient une variété de renseignements qui le rend d'une grande utilité, et que doivent bien connaître les personnes qui doivent suivre cette branche d'industrie. Le système de la tenue des livres, qu'il enseigne est des plus compréhensibles et des plus aisés. Nous le recommandons aux commis, marchands et aux gens d'affaire en général. Il est à vendre à Québec, chez MM. Cremazie et M. Broussau, H. V.

NOUVELLES RELIGIEUSES. Mr. l'abbé Combailot, missionnaire apostolique, vient d'être appelé à Paris, pour y prêcher dans l'Eglise de St. Sulpice, la station prochaine de l'Avant.

—Il est question d'ériger une statue au pape Clément IV, sur une des places de St.-Gilles, sa ville natale.

—Le R. P. Ventura vient de recevoir du Souverain Pontife une lettre où Sa Sainteté le félicite de sa soumission spontanée aux censures prononcées contre un de ces ouvrages par la congrégation de l'Index.

—Quatre missionnaires de la société des missions étrangères vont s'embarquer à Nantes, sur un navire qui doit les transporter dans les mers de la Chine.

Nous publions, avec plaisir la lettre suivante qui nous a été adressée, samedi dernier, et nous concourons dans les remarques qui terminent cette lettre, et nous réitérons avec lui que chez un assez grand nombre la jalousie de métier enfante bien des injustices.

Correspondance. (Pour l'Ami de la Religion et de la Patrie.)

M. le Rédacteur, La jalousie de métier enfante bien des injustices. L'ancien canadien désire en vain sa prospérité, si les individus qui la composent, au lieu de fraterniser ensemble, se divisent entre eux, et se suscitent mutuellement des obstacles.

Ces quelques réflexions me sont venues à la pensée, après avoir lu une annonce insérée dans un numéro du Journal de Québec, de la semaine dernière, de la part de ses propriétaires, relativement à la publication d'un Calendrier Catholique, contenant les Rubriques de l'Eglise, et revêtu de l'approbation des autorités ecclésiastiques. Dans un subséquent numéro du même journal, j'aperçois une nouvelle annonce qui nous avertit que le titre du Calendrier Catholique est changé et remplacé par celui de : Calendrier du diocèse de Québec, avec rubrique, approbation, etc. Mais à ma grande surprise dans un troisième numéro de ce journal, (celui de jeudi), je lis un nouvel avis, précédé par une note éditoriale, écrit avec modestie, que la publication annoncée dans les précédents numéros (du Journal) n'aura pas lieu, mais, en revanche, (style du Journal) sera publié un Calendrier du Diocèse de Québec, avec rubrique. Mais cette fois-ci la seule différence qu'il y a, c'est qu'on ne parle pas de l'approbation des autorités ecclésiastiques. Je ne pouvais me rendre compte de cette trivialité dans une pareille ligne de conduite ; mais plus tard, j'étais au fait.

Ceci n'a amené tout naturellement à faire les remarques suivantes : Est-ce que le Calendrier Ecclésiastique de Québec, imprimé et après le désir de l'approbation de Sa Grandeur ne suffit pas ? Pendant tout le laps de temps que l'établissement anglais imprimait ce Calendrier, a-t-on essayé quelque part, à imprimer ce Calendrier ?

Je conclus donc, que parce que c'est un canadien-français qui le fait cette année, pour la première fois, que l'on cherche à lui mettre des obstacles, à lui nuire dans la vente, par une contrefaçon, qui n'aura pas même le mérite d'avoir ni l'approbation, ni le concours de nos Seigneurs.

Je livre ces réflexions à la méditation de ceux qui pensent que la justice est dans la charité.

Si je vous ai troublé, Mr. le Rédacteur, pour un sujet qui vous paraît peut-être, peu important, ne laissez pas de publier ma lettre, car, j'aime autant la justice et l'équité dans les petites choses que dans les grandes.

FRANÇOIS. Québec, 17 Nov. 1849.

Notre Extra de Samedi. Par le Télégraphe. ARRIVÉE DU STEAMER

Amérique. Nouvelles d'Europe de 7 jours plus récentes.

New-York, Vendredi, 10h. a. m. Le steamer " America " est arrivé à Halifax, jeudi matin.

France.—Le ministre Français a résigné, ou a été renvoyé. La cause est, dit-on, le dégoût qu'il éprouvait à soutenir les vues du Président relatives à l'affaire de Rome, et contenues dans sa lettre à Mr. Ney.

La population Parisienne était très agitée en conséquence de cette résignation du ministère ; mais le président montre de la fermeté, et a écrit une lettre à l'Assemblée Nationale, que le Times de Londres qualifie d'imprudente, mais énergique. Il a formé un nouveau Cabinet, dont les membres sont des mêmes vues et de l'opinion de la minorité de l'assemblée ! Le Times dit que parmi ceux qui ont des offices dans le nouveau Cabinet, pas un ne possède la plus petite influence parlementaire, ou n'a droit à aucun degré quelconque à la confiance publique pour des services rendus.

Le Moniteur du 1er Novembre contient une liste des membres du nouveau cabinet. M. le général de Hautville doit être le ministre de la guerre, et par interim (en l'absence de M. de Rancœur) avoir le portefeuille de ministre des affaires étrangères. M. Achille doit être ministre des Finances. MM. Thiers, Molé et le Général Changarnier donnent leur support à ce nouveau ministère, mais ils ont trop de prudence pour les joindre.

Une proposition de Napoléon Bonaparte relative à une amnistie en faveur des insurgés de Juin a été négative, après une longue discussion par une majorité de 419 contre 281.

Il paraît que le 30 Oct. tous les ministres Français étaient réunis pour aviser le Président sur le successeur à donner à M. Falloux démissionnaire. A cette séance, Louis Napoléon déclara emphatiquement que son cabinet manquait de dignité, et qu'il était trop soumis à la majorité conservatrice de l'Assemblée, que le conseil avait fait ce qu'il n'aurait pas dû faire, un nouveau ministère fut nommé, et aussitôt une grande agitation se manifesta.

Les Journaux de Paris contiennent la dépêche Télégraphique suivante du Général Lamoricière.

Notre Extra de Samedi. Par le Télégraphe. ARRIVÉE DU STEAMER

Amérique. Nouvelles d'Europe de 7 jours plus récentes.

New-York, Vendredi, 10h. a. m. Le steamer " America " est arrivé à Halifax, jeudi matin.

France.—Le ministre Français a résigné, ou a été renvoyé. La cause est, dit-on, le dégoût qu'il éprouvait à soutenir les vues du Président relatives à l'affaire de Rome, et contenues dans sa lettre à Mr. Ney.